



Grèce : « C'était un Non à l'Europe des experts, un Oui à l'Europe des peuples »

Sarah Kilani

25 juillet 2015

Texte inédit pour le site de *Ballast*

Les trois semaines qui suivirent les résultats du référendum grec furent, pour les militants impliqués au quotidien et les citoyens ordinaires (de Grèce comme des autres pays européens), particulièrement intenses et, plus d'une fois, déroutantes. Volte-face au lendemain de ce qui fut pourtant perçu comme une victoire écrasante ; démission inattendue du ministre des Finances ; aveu accablant du Premier ministre : « J'assume la responsabilité d'un texte auquel je ne crois pas. » Nous poursuivons la publication de nos notes prises en Grèce, depuis à présent un mois. Retour, plus à froid, de rencontres en rencontres, sur ce « grand moment démocratique confisqué », comme l'auteure de ce carnet de bord, Sarah Kilani, put en prendre la mesure.



5 juillet 2015. Il est 18h30. Je suis près de la place Syntagma, celle du Parlement. Dans quelques minutes, les premières estimations des résultats du référendum grec vont tomber. Je suis venue à Athènes afin de vivre ce tournant de près, avec le peuple grec. Depuis ce matin, je ne me sens pas bien. Je ne sais pas si c'est le vin grec que l'on m'a servi la veille ou la conversation que j'ai eue en le buvant qui m'a mise dans cet état. Ce qui est certain, c'est qu'établir des pronostics était jusque-là parfaitement impossible : sondages

bidons, incertitude des uns et des autres, propagande médiatique extrêmement agressive pour le « oui » — le tout dans l'extrême tension qui traverse la société grecque. Les débats ont été intenses, les discussions conflictuelles dans les familles et parmi les amis.

La veille, donc. Je vais dîner dans le quartier Exarchia avec des camarades activistes rencontrés lors de mon précédent séjour en Grèce. Tous sont positionnés en faveur du « non ». Militants de la gauche radicale depuis toujours, ils ont vu, comme tout le monde, leur salaire baisser et la misère s'installer autour d'eux. Ils n'entendent plus continuer sur cette voie. Hélène, la cinquantaine, est venue avec son fils — il est chercheur à l'étranger. Sa mère n'est pas très bavarde : depuis plusieurs jours, elle est bloquée par un torticolis manifestement très douloureux. Peppy, qui commença à s'impliquer politiquement à l'instauration de la [dictature des colonels](#), a le visage extrêmement fatigué, mais elle sourit, comme toujours. Quand Peppy parle, c'est toujours très lentement ; elle fait l'effort de s'exprimer en français afin de me faciliter la tâche. Toute la soirée, avec d'autres, nous discutons du référendum. Georges, un proche ami de Peppy, nous avoue, dans un français impeccable, avoir pensé jusqu'au matin même que le « oui » l'emporterait. La propagande médiatique était très intense ; la peur, partout, distillée. Les médias ont tout fait pour persuader les Grecs que le « non » marquait le refus « de l'Europe » et aurait le [Grexit](#) pour conséquence. Or les Grecs tiennent encore à l'euro.

« Ils me répètent qu'ils n'aspirent qu'à récupérer leur souveraineté »



et à ne plus avoir à négocier avec des institutions qui, sans la moindre légitimité démocratique, régissent les conditions de leur survie. »

Dans les journaux, à la télévision, c'était la catastrophe économique annoncée, le risque de « *repli nationaliste* » brandi et l'impuissance future face aux hégémonies de l'Est à attendre. Puis, progressivement, le discours s'est légèrement modifié lorsque les partisans du « non » — Syriza en tête — ont clairement fait savoir que se lever contre les conditions imposées par la Troïka n'était nullement synonyme de *Grexit*. Les premiers sondages ont commencé à paraître dans la presse, annonçant à l'unanimité la victoire du « oui ». Pourtant, le dernier vendredi avant le référendum, les partisans du « non » s'étaient réunis place Syntagma : une foule immense, compacte, empêchant complètement de se déplacer. Ailleurs, dans Athènes, le meeting rival rassemblait environ 22 000 personnes. À n'y rien comprendre. Georges estime que les personnes âgées, plutôt conservatrices et peu visibles dans les rues, expliquent en partie cette dissociation entre les sondages et la réalité palpable. Mais il ne fait aucun doute que la presse, y compris étrangère, manipule les chiffres. L'AFP a annoncé 25 000 personnes mobilisées en faveur du « non », place Syntagma, alors que toutes les estimations sérieuses, ainsi que l'observation pure et simple, rapportent entre 100 000 et 200 000 personnes. George commence à revoir son jugement, moins pessimiste — du moins veut-il y croire. Je lui explique que [Yannis Youlountas](#) a publié, sur les réseaux sociaux, les résultats d'un sondage réalisé par des chercheurs de l'université de Thessalonique, auprès d'un large échantillon de 92 000 personnes : il donnerait le « non » vainqueur à 69 %... Quoiqu'il advienne, tous savent que les prochains mois s'annoncent pour le moins difficiles. Mais ils me répètent qu'ils n'aspirent qu'à récupérer leur souveraineté et à ne plus avoir à négocier avec des institutions qui, sans la moindre légitimité démocratique, régissent les conditions de leur survie. Leur pire crainte, confient-ils, serait que le « oui » mène à la démission de Tsipras et donc à la mise en place d'un gouvernement transitoire de technocrates constitué à Bruxelles.



Il est tard ; nos amis rentrent chez eux — à l'exception de Yanis, le fils d'Hélène. Il nous propose, à mes deux amis français ainsi qu'à moi-même, de nous faire goûter la *retsina*, un vin typique du pays à la résine de pin. Il veut ensuite nous emmener à l'Acropole, sur un rocher où les jeunes se retrouvent le soir pour discuter et profiter de la vue panoramique et nocturne sur Athènes. Il nous dit : « *Le soir, l'Acropole pour les touristes ferme et cela devient l'Acropole des Athéniens.* » Alors que mes amis français discutent, Yanis se tourne vers moi et lâche : « *Demain, je crois que je vais voter « oui ».* » Je le fais répéter. Il a attendu que ses compatriotes partent pour nous le dire. Son cœur est pour le contraire, avance-t-il, mais il craint pour ses amis qui ont des enfants et encore un emploi. Leur situation n'est pas fabuleuse, mais cela reste « *mieux que rien* ». Beaucoup redoutent cet « *inconnu* » que le « non » porte en lui. L'un est sauté dans le hasard ; l'autre, poursuite d'un chemin d'oppression et de misère.

« Une image revient à chaque fois : la peur. Elle envahit tout, évapore toute rationalité. Les médias ont fort bien besoin. Une guerre d'affects se joue ici. »

Yanis m'explique qu'il en veut à Tsipras d'avoir mobilisé, en avril dernier, tout ce qu'il restait d'argent destiné au fonctionnement du secteur public (notamment aux hôpitaux) pour rembourser l'échéance du mois au FMI. À ses yeux, le Premier ministre ne se comporte pas comme quelqu'un qui se prépare sérieusement à une option qu'il faudra pourtant bel et bien envisager : la sortie de la Grèce de la zone euro. Il estime qu'en cas



de victoire du « non », le peuple sera probablement trahi par son gouvernement, qui se heurtera à l'intransigeance de la Troïka, et n'aura plus que deux choix : céder ou sortir de ladite zone. Pour lui, voter « oui », c'est s'épargner la douleur d'une trahison politique. Yanis a besoin d'arguments forts pour l'aider à faire un choix plus apaisé ; il se débat avec lui-même depuis des jours et avoue son déchirement. Comme il est difficile, à la place qui est la mienne, de le conseiller : qui suis-je, en tant que citoyenne française, pour orienter un vote dont je ne subirai rien des conséquences économiques et sociales ? Il me demande pourtant de lui donner des arguments. Nous parlons longtemps ; il s'avère déjà d'accord avec tout ce que je lui objecte. Une image revient à chaque fois : la peur. Elle envahit tout, évapore toute rationalité. Les médias ont fort bien besoin. Une guerre d'affects se joue ici : l'humiliation contre la peur, oui. J'étrangle un sanglot. Le pessimisme me gagne. Yanis voudrait sincèrement faire le bon choix pour son peuple. La vue, de là-haut, est magnifique. On aperçoit le temple d'Héphaïstos et l'Agora, les montagnes environnantes et la ville qui scintille.

Dimanche ; le grand jour.

Réveil inquiet. Les journalistes [Quatremer et Parmentier](#) paraded sur Twitter avec leur [selfie](#) bouffi ; tant d'indécence afflige. Nous avons rendez-vous, avec le photographe [Stéphane Burlot](#), avec Vassiliki, une journaliste grecque impliquée dans le théâtre féministe. Sur notre route, des affiches sur tous les murs, en faveur du « non ». Celles qui soutiennent l'inverse sont peu nombreuses ou déchirées. De même à Exarchia, où nous arrivons. La presse de l'oligarchie contre les murs du peuple. Vassiliki semble fatiguée — elle vient de se disputer avec sa mère à propos du référendum (elle eut beau lui expliquer que le « oui » rongerait plus encore sa maigre retraite, celle-ci ne voit que le pire). Ces derniers jours, le débat a fait rage dans les familles. Pourtant, conscients du potentiel de discorde sociale que cela portait, les gens ont tenté de mener des discussions relativement sereines. Les Grecs semblent sincèrement tenir à l'Europe : le pays a terriblement souffert de la Seconde Guerre mondiale et les survivants croient encore que l'Union seule peut mener à la paix. En cela, l'hypothèse d'un *Grexit* en terrorise plus d'un. Je propose à Vassiliki de nous retrouver le soir, après les résultats ; elle me répond que cela dépendra de la tournure des événements.



18h45. La place Syntagma est étonnamment vide. Aucune tribune n'est montée et il n'y a pas d'écrans de retransmission. Seulement des journalistes. BFMTV, *Le Monde* : « les Français » sont là. Je m'étais imaginée que les gens se réuniraient dans l'attente des résultats. Je décharge la batterie de mon *smartphone* en suivant les informations. Et puis, ça y est. Les premières estimations tombent — le score est serré et rien ne dit que cela ne va pas changer... Mais les chiffres se confirment. À chaque nouvelle estimation, l'écart se creuse. La place, doucement, commence à se remplir. Sur les écrans de télévision, dans les bars, j'aperçois des drapeaux grecs qui s'agitent. Tout le monde attendait. Allaient-ils rester chez eux à broyer du noir ou sortir fêter leur victoire ? La liesse envahit progressivement la place. La musique retentit ; on commence à danser. Enfants, parents, cheveux blancs, Grecs, étrangers, journalistes, Syntagma est désormais pleine. Le peuple fait de la politique. C'est donc cela, le projet démocratique, le vrai : débattre avec fièvre de sujets complexes, s'informer avec avidité, se torturer quant au bon choix à faire, pour nous et pour les autres, se ronger d'incertitude puis fêter sa victoire ou pleurer chaudement son échec. Et ne pas laisser les autres, les « experts », jugés meilleurs ou plus aptes, décider pour vous. Je suis saisie de voir autant de personnes âgées dans la foule. Vraiment âgées, parfois.

[Varoufakis](#), le ministre des Finances, marche dans la foule (on peine franchement à imaginer pareille chose en France). Les gens prennent dans leurs bras [Zoé Kostantopoulou](#), la présidente de [la Vouli](#) (le Parlement) afin de la remercier. Le gouvernement semble soutenu — aimé, même. Il est tard ; j'ai passé la soirée à tenter d'immortaliser ce moment qu'il n'est sans doute pas grandiloquent de qualifier



d'historique. Je rentre me coucher, confortée dans l'idée que la démocratie doit être *directe*, ou qu'elle n'est pas — tout simplement. Comme les vainqueurs du référendum, je m'accorde le droit de profiter de ce moment d'intense bonheur politique tout en sachant pertinemment, comme tout le monde ici, que l'ambiance, dès demain, ne sera plus à la fête : les mauvaises nouvelles commenceront à tomber.

« La majorité des Grecs souhaite encore rester dans la zone euro, mais ils savent désormais qu'ils ne sont plus prêts à ce que ce soit à n'importe quel prix. « Il y a des limites aux sacrifices. » »

Au matin, je rencontre Georgia autour d'un café. Elle est architecte mais enseigne pour manger. Il n'y a pas de boulot en Grèce pour ceux de sa profession, me dit-elle. Très politisée du temps de ses études, la vie de famille changea ses priorités... avant d'encaisser la violence de la crise en pleine tête. De nouveau, elle s'engagea auprès de réseaux de solidarité : depuis 2012, elle est intégrée dans un mouvement politique – l'Initiative des 1000 –, qui cherche à rassembler tous les partis de la gauche grecque autour d'un programme commun. Elle soutient par ailleurs Syriza et m'explique que certains de ses amis ont, là encore, voté « oui », non par amour de cette Europe-là, mais « *par trouille* ». La majorité des Grecs souhaite encore rester dans la zone euro, ajoute-t-elle, mais ils savent désormais qu'ils ne sont plus prêts à ce que ce soit à n'importe quel prix. « *Il y a des limites aux sacrifices* ». Il n'y a bien que dans l'esprit d'un bureaucrate obsédé par ses courbes de croissance que l'on peut imaginer écraser un peuple des années durant, dette brandie, sans que cela n'ait de conséquences. Il n'y a pourtant pas à chercher bien loin pour le savoir : cela est consigné dans n'importe quel livre d'histoire, au chapitre « Seconde Guerre mondiale ».

Mais la Grèce a choisi la voie de la démocratie et non celle du fascisme. Les huiles européennes trouvent pourtant à y redire. Georgia a voté « *parce que ce n'est pas un « non » à l'Europe ; c'est un « non » à l'Europe des experts — qui est un « oui » à l'Europe des peuples. C'est un « non » à la technocratie économiciste ; c'est un « oui » au retour de la politique* ». Elle affirme ne plus avoir vraiment peur que l'extrême droite prenne le pouvoir : le gouvernement de Tsipras a fait du ménage, envoyant sous les barreaux les membres d'**Aube Dorée** coupables de violences. Ce parti agressif ne dispose plus d'aucune crédibilité, à ses yeux. Syriza, poursuit Georgia, a instauré quelque chose d'inédit en Grèce : pour la première fois, le peuple se sent *protégé* par son gouvernement. Depuis que l'État n'est plus seulement un organe d'oppression, mais une institution qui les préserve du pire, le peuple participe bien plus volontiers à l'effort national — et certains disent avoir recommencé à payer certaines taxes. Il y a peu de

chances que les Grecs se tournent à présent vers Aube Dorée, me dit Georgia, qui regrette que nous ayons perdu les valeurs autour desquelles l'Europe fut initialement construite du fait des dogmes économiques. Et l'enseignante de se réjouir de voir les élans de solidarité initiés par les citoyens italiens, français, allemands, espagnols et anglais : c'est « *un espoir en la possibilité d'une véritable Europe des peuples* ».



Il est temps de rentrer en France. Je quitte Athènes heureuse, mais inquiète. Des rumeurs circulent déjà selon lesquelles les magasins se videraient de leurs stocks. Les banques restent fermées pour l'instant et la Banque centrale européenne semble durcir sa politique vis-à-vis de la Grèce. Bon nombre de Grecs paraissent déplorer la soudaine démission de Yanis Varoufakis. Surprise, comme tout un chacun, par cette décision des plus inattendues, je lirai plus tard les explications officielles qu'il fournira, dans un premier temps : « *Peu de temps après l'annonce des résultats du référendum, j'ai été informé d'une certaine préférence des membres de l'Eurogroupe, et de « partenaires » associés, pour mon... « absence » de ses réunions ; une idée que le Premier ministre a jugée potentiellement utile à l'obtention d'un accord. C'est pourquoi je quitte le ministère des Finances aujourd'hui.* » On peut le désapprouver mais ce geste peu commun demeure tout à son honneur. D'autant que son successeur est un eurosceptique — peut-être convaincra-t-il Tsipras du bien-fondé du retour à la drachme ?

*

Jeudi 16 juillet, 1h00.

Gueule de bois. Voilà dix jours que je suis rentrée d'Athènes ; dix jours de montagnes



russes. Dix jours d'une extrême intensité politique. Je savais que l'issue du référendum ne changerait rien aux difficultés auxquelles la Grèce est déjà confrontée mais il entretenait ce maigre espoir que les négociateurs de l'UE seraient sensibles à la nouvelle légitimité de Tsipras, le fol espoir que la BCE relâcherait l'étau sur les liquidités d'urgence mis en place à l'annonce du référendum, l'espoir, vain, que les institutions ne poursuivraient pas sur cette voie délétère. Il est inutile d'espérer pour entreprendre — mais, sans pourtant m'être jamais bercée d'illusions quant au véritable pouvoir populaire au sein d'un régime représentatif, il faut toutefois l'admettre : lorsque naît l'espoir, il devient terriblement difficile de s'en débarrasser. Dix jours d'engueulades avec les plus libéraux de mon entourage, donc. Dix jours à tenter de sensibiliser les uns et les autres sur la gravité et la signification politique des événements. Dix jours à déconstruire un à un l'usuelle litanie des mensonges médiatiques. Dix jours à lire la presse du matin au soir. Dix jours à espérer, à sombrer, à douter puis à espérer de nouveau. Pour en arriver à cet instant : dans quelques secondes, le Parlement grec va voter l'adoption, ou le refus, de ce que certains osent encore appeler « l'accord ». Un accord négocié entre le Premier ministre et les représentants des gouvernements allemands et français. Cet accord qui fit couler tant d'encre.

« Varoufakis s'étant heurté depuis cinq mois à l'intransigeance aveugle et l'irrationalité économique de l'Eurogroupe, comment Tsipras avait-t-il pu miser sur une stratégie aussi bancal ? »

Mes amis athéniens ne parlent que de ça — certains se disent « dévastés ». L'impression d'avoir été manipulés par le référendum ; que l'on s'est moqué d'eux, que Tsipras les a trahis, que Schaüble veut leur faire la peau. Ni plus, ni moins, des boucs émissaires que l'on s'apprête à condamner au péonage. Yanis avait raison : le sentiment d'une trahison de la part de ce gouvernement, après la victoire référendaire, aura finalement été pire que tout. Jean-Claude Juncker nous avait pourtant mis en garde au mois de janvier : « Il n'y a pas de choix démocratique contre les Traités européens. » Comment est-il possible que, tour à tour, chaque parlement des différentes nations européennes puisse donner son accord pour le retrait de la souveraineté d'un de ses pays membre ? Comment peuvent-ils tolérer, accepter, participer, même, à l'ouverture d'une telle boîte de Pandore – alors qu'eux-mêmes pourraient subir le même sort dans l'avenir ? Hélène me raconte que la plupart d'entre eux sont stupéfaits par « la capitulation », un couteau certes sur la gorge, de Tsipras. Et la confirmation que celui-ci n'avait en fait pas préparé de plan B en cas d'échec des négociations. Lors d'une interview télévisuelle, il aurait déclaré avoir commandé une étude d'évaluation des



conséquences économiques et sociales d'une sortie de la Grèce de la zone euro et affirmé, à la vue des résultats, qu'il ne souhaitait pas prendre ce chemin, me rappelle Hélène. Elle a du mal à croire qu'il ait alors pu défendre le « non » au référendum sans avoir, au préalable, très méthodiquement envisagé le *Grexit* — sa stratégie ne reposait, dès lors, que sur l'unique possibilité que les créanciers acceptassent de relâcher la pression sur la Grèce. Varoufakis s'étant heurté depuis cinq mois à l'intransigeance aveugle et l'irrationalité économique de l'Eurogroupe, comment Tsipras avait-il pu miser sur une stratégie aussi bancal ? C'est incompréhensible, pour elle. Hélène vit cela comme une nouvelle forme de colonialisme.

Maintenant, c'est au Parlement grec de se prononcer. La tension est extrême à Athènes. Avant l'arrivée au pouvoir de Syriza, le Parlement était protégé par les forces de l'ordre ; depuis janvier, cela n'était plus nécessaire. Mais, à l'annonce de l'accord, il a fallu de nouveau « protéger » les lieux : en fin de journée, une manifestation, place Syntagma, vira à l'émeute et aux cocktails Molotov. Il m'est difficile de réaliser que cela se déroule sur cette même place où nous fêtions, dix jours auparavant, une victoire, où tout le monde chantait et dansait. L'information arrive enfin : le parlement a voté. L'« accord » proposé est accepté, auquel Tsipras admet volontiers ne pas croire lui-même. Il est entendu que nous, citoyens européens, n'allons pas nous laisser faire.

Toutes les photographies sont de Sarah Kilani.
